

## LES MUTUALISTES MONTENT AU CRÉNEAU «Le ministère de l'Intérieur empêche toute tentative de structuration sociale»

Les mutuelles sociales décrivent ce que leurs représentants fédérés autour du Comité de coordination des mutuelles qualifient d'«exclusion» du débat sur la réforme du système de Sécurité sociale. Ces derniers revendiquent, surtout, plus de liberté dans la gestion des ressources financières des adhérents et le droit de se constituer en fédération, droit consacré par la législation en vigueur et que bafoue, d'après eux, le ministère de l'Intérieur.

Dans une conférence de presse tenue hier au siège de la MHYFE, les mutualistes ont exigé le report de la prochaine tripartite, où il est justement inscrit le volet de la mutuelle sociale, et ont relevé la nécessité de les associer dans l'élaboration de la future loi sur la Sécurité sociale.

«Nous sommes partie prenante dans le système de Sécurité sociale et nous refusons qu'une loi soit promulguée à notre insu», a déclaré M. Miloud Cheriki, président du comité provisoire de coordination des mutuelles et représentant de la Mutuelle générale des matériaux de construction.

Selon les mutualistes, la deuxième conférence nationale sur la mutualité qui se tiendra le 31 janvier du mois en cours, aura justement pour thème l'amélioration du fonctionnement des mutuelles. «Nous constituons une force de proposition et le ministère du Travail doit nous faire participer à l'élaboration de toute loi nous concernant», renchérit M. Mohamed Laddada, représentant de la Mutuelle générale des travailleurs de Sécurité sociale.

Les propositions des mutualistes se résument en un ensemble de mesures permettant aux mutuelles de disposer de plus d'argent et favorisant la liberté d'action de leurs gestionnaires.

Ils préconisent, entre autres, de «requalifier la mutuelle en association économique et sociale au lieu d'association à but non lucratif, un statut juridique qui ne tient pas compte de toutes ses activités déployées dans la sphère économique comme les coopératives, les centres familiaux, centres d'imagerie médicale..., des facilités fiscales lors de l'acquisition de biens d'équipement et de produits de fonctionnement pour leurs structures médico-sociales, la révision du taux de la cotisation principale plafonnée à 1,5 % de l'assiette de cotisation à la Sécurité sociale et de corriger les taux d'affectation de ces ressources, pour le chapitre fonctionnement surtout, 10 % actuellement et qui ne couvrent pas les charges».

Ils ont par ailleurs dénoncé l'attitude du ministère de l'Intérieur, lequel, selon M. Laddada, n'a donné aucune suite, même pas le récépissé de dépôt du dossier, aux trois demandes d'agrément formulées dans le but de créer une fédération regroupant les 30 mutuelles existantes.

«On empêche ainsi toute tentative de structuration sociale. Or, on ne nous mentionne même pas le motif du refus et dans le meilleur des cas, on nous dit que ça doit être soumis à l'avis du ministère du Travail», conclura-t-il.

Il convient de noter que les 30 mutuelles comptent 1,5 million d'adhérents, selon le président du comité de coordination, dont la Mutuelle des travailleurs de l'éducation est la plus importante avec presque 290 000 adhérents, selon son représentant M. Abdelkader Benaïda, également présent à cette conférence de presse.

**Lyas Hallas**

## FONDS SPÉCIAUX

# Le gouvernement enquête

*Sensibilisé par les observations de la Cour des comptes sur l'opacité dans la gestion des fonds spéciaux, reprises, au demeurant, à leur compte par les sénateurs, le gouvernement a décidé d'y regarder de près. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Mahmoud Khoudri, qui poursuit de représenter Karim Djoudi toujours convalescent, en a fait l'annonce hier dans un Sénat affreusement dégarni.*

**Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir)** - Ils étaient tout juste 43 sénateurs à écouter Mohamed Khoudri faire l'exposé de la loi portant régulation budgétaire pour l'année 2008. Ils étaient 4 seulement à prendre la parole, trois préalablement inscrits et un dernier au pied levé. C'est dire que la loi sur la régulation budgétaire, pourtant demande parlementaire, n'ameute pas les locataires de l'hémicycle. Le ministre chargé des relations avec le Parlement trouve cela normal, tant est que, a-t-il dit, les lois similaires de 1978, 79, 80 et 81 n'avaient enregistré qu'un seul intervenant. Selon lui, c'est la nature du texte présenté, garni de chiffres, qui fait que peu de parlementaires s'empressent d'intervenir. Faut-il noter qu'une telle loi a été présentée pour la dernière fois en 1984, lorsque

l'Assemblée était meublée de députés du parti unique. Elle y revient cette année, après 27 ans de passage outre, suite à une demande présente des parlementaires soucieux d'évaluer les réalisations gouvernementales ainsi que le contrôle des dépenses y afférentes. Mais les sénateurs, du moins ceux qui sont intervenus hier, ne semblaient pas avoir la maîtrise des chiffres. Leurs remarques, ils les ont puisées dans le rapport de la Cour des comptes qui, elle, s'est plainte de ne pas pouvoir contrôler la fiscalité pétrolière confiée à l'agence Alnaft et qui a aussi fait observer que beaucoup d'argent dort dans les fonds spéciaux. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, comme jouant une partie facile, rétorquera sur-le-champ en affirmant que ce sont les parle-



Mahmoud Khoudri, ministre chargé des relations avec le Parlement.

mentaires qui ont voté, voire même préconisé, l'institution de ces différents fonds spéciaux.

Le ministre n'a pas vu l'utilité de l'institution d'un fonds spécial de lutte contre le cancer alors que cette question est prise en charge par le budget conséquent du ministère de la Santé. «C'est vous qui avez voté la loi sur les

hydrocarbures qui a institué l'Alnaft», lancera aux sénateurs Mohamed Khoudri. Et, comme pour les rassurer, il les informera que le gouvernement se penchera incessamment sur la question des fonds spéciaux, les évaluera et, s'il s'avère que des fonds restent inutilisés, il les fermera.

**S. A. I.**

## ÉLECTION DU REPRÉSENTANT DE L'APN AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

# FLN : un fauteuil pour deux

*L'Assemblée populaire nationale élira, le 1<sup>er</sup> février, son représentant au sein du Conseil constitutionnel. Deux députés du Front de libération nationale présenteront leurs candidatures à cette élection. Une situation qui risque de provoquer une crise au sein du groupe parlementaire de ce parti.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Qui de Mohamed Dif ou de Ahmed Khenchoul occupera le siège de représentant de l'Assemblée populaire nationale au Conseil constitutionnel ? Ce siège, qui revient de fait au FLN — celui du Conseil de la nation étant accordé au RND en vertu d'un «accord» entre les deux formations — est au centre d'une véritable polémique. Mais le FLN se trouve aujourd'hui face à un véritable dilemme puisque Dif et Khenchoul sont tous deux de la même formation politique. En fait, Mohamed Dif, élu de la wilaya de Ouargla, se présente comme candidat officiel de la direction et de la chefferie du groupe parlementaire du FLN.

Ahmed Khenchoul, élu de la circonscription de Constantine, qui garde de bonnes chances de remporter le scrutin, fait figure d'outsider. Mais voilà, il semble que sa candidature ne soit pas du tout appréciée par l'état-major du parti de Abdelaziz Belkhadem. «La décision de présenter ma candidature à l'élection du représentant de l'Assemblée au Conseil constitutionnel a été très mal vue. Au sein du parti, on s'est juste contenté de laisser faire. Aucun responsable, à commencer par Abdelaziz Belkhadem, n'a demandé à me rencontrer pour me présenter des arguments probants afin que je retire ma candidature.

Je dois dire que je n'ai absolument rien contre Mohamed Dif. Mais je serai moi aussi candidat lors de ce scrutin», explique Ahmed Khenchoul. Selon lui,



Abdelaziz Belkhadem.

certaines cercles du parti se sont arrangés, d'une manière détournée, pour lui faire comprendre qu'il était indésirable. Khenchoul, qui refuse de citer des noms, affirme avoir fait l'objet de «pressions». «Je subis, depuis plusieurs mois, toutes formes de pression. Je ne voudrais pas entrer dans les détails. Sachez que d'autres personnes auraient abandonné si elles avaient enduré ces intimidations. Mais je ne céderai pas car je suis totalement convaincu du combat que je mène.»

A quelques jours du scrutin, ce serait au tour des députés du groupe parlementaire du FLN de subir des «intimidations». «Selon certaines informations, on aurait promis à des députés de figurer sur la liste des prochaines élections à condition de voter contre moi lors du scrutin du 1<sup>er</sup> février. Ceux qui sont derrière cette machination auraient mis au point un procédé imparable afin de confirmer que

ces députés ont bien voté pour leur candidat.» De son côté, le président du groupe parlementaire du FLN à l'Assemblée a confirmé que Mohamed Dif est le seul et unique candidat de son parti. «Nous ne reconnaissons que Ahmed Khenchoul se présente à ce scrutin en candidat libre», précise Layachi Daâdoua.

Le FLN reconnaîtrait-il Khenchoul s'il venait à être élu par l'Assemblée en qualité de représentant au Conseil constitutionnel ? Réponse de Daâdoua : «L'élection n'est qu'une première étape. Il faut ensuite que le président de la République signe le décret portant nomination du député au Conseil constitutionnel. Cela intervient après une enquête qui permet de confirmer que ce parlementaire répond à un certain nombre de critères. Cependant, à mon avis, tous les parlementaires répondent aux critères.»

**T. H.**